



Newsletter N°5

Septembre 2020

FLASH BACK – ACTIVITÉS PASSÉES

MERCREDI 15 JUILLET / VENDREDI 17 JUILLET

Suite à la parution de l'article « [Comprendre pour mieux se défendre](#) » sur notre site INTERNET, la mairie de Fontrieu a demandé à SystExt d'étudier l'opportunité et la faisabilité d'une extension du permis de recherche, en cas d'octroi. Les documents obtenus par Stop Mines 81 (SM81) auprès de la DREAL Occitanie ont été communiqués à SystExt et aux élus. S'en sont suivies 2 réunions de travail, auxquelles plusieurs membres de SM81 ont été invités. Ils ont pu faire état des différentes démarches administratives réalisées par l'association et de son analyse du dossier. Les possibilités d'extension du gisement connu de Fumade/Fédial, tant au Nord qu'au Sud ont été confirmées par SystExt. Les communes du Bez, Brassac, Berlats, Espérausses, Gijounet pourraient être ainsi concernées par ce projet. Par ailleurs, l'étude du contexte réglementaire et législatif met en évidence des probables facilités administratives pour l'obtention d'extensions, par l'hypothétique titulaire du PERM initial.

SAMEDI 1 AOÛT

Dès 8h30, un stand était déployé place du Griffoul à Brassac. Plus de 1700 oreillettes, confectionnées la veille, ont été vendues, en moins de quatre heures. L'épicerie PROXI de Brassac a également participé à la vente et nous les en remercions chaleureusement.

MARDI 18 AOÛT

SM81 a été reçue dans les locaux de la DREAL Occitanie à Toulouse, pour réaliser une copie des dossiers liés aux permis de recherche de Fumade des années 1980 (dossier initial, demande d'extension et demande de prolongation faites par la société Elf-Aquitaine dans les années 1983).

VENDREDI 21 AOÛT

Nous étions une soixantaine d'adhérents à nous réunir vers 21h à La Métairie Haute, pour notre assemblée générale. Les membres du collège solidaire présidaient la séance. Une fois tous les points prévus à l'ordre du jour abordés, les personnes présentes ont pu poser des questions et partager leurs idées. La soirée s'est ensuite prolongée de façon conviviale autour d'un verre et des douceurs apportées par les adhérents.

<https://www.ladepeche.fr/2020/09/03/1re-assemblee-du-collectif-contre-la-mine-9046737.php>

MARDI 25 AOÛT

Un entretien avec Célia Izoard, journaliste indépendante, s'est déroulé à Albi. Stop Mines 81 devait intervenir au cours de sa conférence sur l'extractivisme, programmée dans le cadre de Biocybèle en mai 2020, qui a finalement été annulé suite à l'épisode COVID19. Célia a réalisé la traduction en anglais, de [la lettre aux investisseurs, envoyée courant juin](#). Elle a également enquêté sur les problématiques et enjeux miniers, par exemple à Imider au Maroc où elle collaborait avec l'association SystExt qui réalisait [une mission de terrain](#), ou encore dans une série d'articles sur le mirage des voitures électriques.

<https://reporterre.net/Non-la-voiture-electrique-n-est-pas-ecologique>

DIMANCHE 30 AOÛT / LUNDI 1 SEPTEMBRE

SM81 a adressé au greffe des associations [le procès verbal de l'assemblée générale](#) accompagné des nouveaux statuts pour officialiser leurs modifications.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE

L'association [SystExt](#), qui a réalisé l'étude sur les enjeux miniers liés au PERM de La Fabrié, a présenté son rapport [en réunion publique](#). La conférence d'une heure et demi, conduite par trois de ses membres, ingénieurs miniers et géologue, a permis au public de cerner les enjeux et risques de ce projet minier. Les personnes présentes, dont quelques élus, ont pu ensuite poser des questions et intervenir dans le cadre du débat autour des problématiques du projet de PERM. Laurie, de l'agence [Dendropolis](#) nous a fait parvenir (ainsi qu'à SystExt) une [superbe fresque](#), qu'elle a réalisée tout au long de cette réunion publique, qui donne un éclairage original mais très aiguisé des thèmes et risques abordés.

NOS ACTIVITÉS EN COURS ET À VENIR

APPEL AU RENOUVELLEMENT DES ADHÉSIONS

Fort de plus 300 membres à la date anniversaire de notre collectif (20 juin 2020), nous viendrons dans le courant du mois d'octobre vers les adhérents qui n'ont pas encore renouvelé leur adhésion, suite à notre récente assemblée générale.

DANS PEU DE TEMPS !

Le prochain numéro de la revue semestrielle d'anthropologie publique « Monde commun » aura comme thème « Mondes Toxiques ». Dans le sillage de notre lettre aux investisseurs, SM81 s'est vu proposer une tribune dans ce numéro, qui en reprendra une version augmentée.

<https://mondecommun.hypotheses.org/>

UN PROJET DE NOUVELLE TRIBUNE !

SM81 va travailler à la rédaction d'une tribune à destination de la presse nationale, dont l'objectif serait de médiatiser le projet de mine qui nous menace avec notamment comme thème central l'eau.

LES ACTIVITÉS DE NOS AMIS

Les informations ci-dessous nous sont envoyées par mail, nous profitons de ce petit journal pour les partager avec vous.

JEUDI 10 SEPTEMBRE PAR CLAUDE

Des sénateurs réclament « un droit à l'information » sur les sols pollués. La pollution des sols est « largement sous-estimée », alors que la France compte plus de 320 000 anciens sites industriels ou miniers, selon un rapport sénatorial qui réclame une loi de protection.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/09/10/des-senateurs-reclament-un-un-droit-a-l-information-sur-les-sols-pollues_6051649_3244.html

DIMANCHE 13 SEPTEMBRE PAR LE COLLECTIF OR DE QUESTION !

Donner une personnalité juridique aux écosystèmes amazoniens de Guyane et enfin reconnaître le statut des premières nations permettrait une meilleure protection de leurs droits face au scandale écologique et sanitaire de l'orpaillage illégal qui frappe la France sur son territoire d'Outre-mer. En ce 13^e anniversaire de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, les associations Wild Legal, Organisation des Nations autochtones de Guyane, Maiouri Nature Guyane, collectif Or de question ainsi tous les signataires de cette tribune souhaitent rappeler à l'État ses obligations pour la sauvegarde des droits de la nature et des amérindiens wayana.

<https://www.wildlegal.eu/post/pour-protoger-l-amazonie-francaise-et-ses-gardiens-reconnaissons-leurs-droits>

VENDREDI 18 SEPTEMBRE PAR VIOLAINE

Jusqu'au 2 novembre, l'Union européenne consulte les citoyens et les parties prenantes concernées dans l'objectif de réviser la législation applicable à l'éco-conception en Europe.

<http://www.mineralinfo.fr/actualites/consultation-nouvelles-mesures-europeennes-produits-durables>